

Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: 22 (2010)
Heft: 85

Artikel: Une nation de l'oppression douce
Autor: Hafner, Urs
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-971079>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une nation de l'oppression douce

La culture politique suisse se distingue par sa pondération. La population a intériorisé jusqu'au masochisme les positions de ceux qui la gouvernent. Du moins jusqu'à récemment.

PAR URS HAFNER

Les politiciens et les intellectuels ont beau appeler le pays à se recentrer sur ce qui fait sa force, à se montrer positif, leurs paroles encourageantes ne réussissent pas à masquer le problème: la Suisse est dans une crise profonde. Plus rien n'est comme avant, ni l'admiration de l'étranger pour la solidité de notre république alpine, ni l'harmonie proverbiale entre gouvernement et gouvernés. Aujourd'hui, l'hostilité et la tendance à douter de soi dominant. «La Suisse est victime de sa propre histoire», affirme Irène Herrmann.

Une histoire que cette chercheuse genevoise née à Paris et aujourd'hui professeure boursière du FNS à l'Université de Fribourg considère d'un œil aussi vif qu'original. Au commencement de son travail de recherche sur l'avènement de la Suisse moderne – une histoire culturelle du politique, d'inspiration psychosociale – on trouve une grande question: d'où vient le caractère si pondéré de la culture politique qui nous a dominés jusqu'à la fin du XXe siècle, et qui nous distingue des nations voisines? Au cours des cent cinquante dernières années, le peuple a ainsi voté à plusieurs reprises contre ses intérêts sur des sujets comme l'augmentation des impôts ou la diminution du temps de travail. L'historienne voit même dans ce comportement une «position masochiste». Au niveau de l'exercice du pouvoir, la Suisse s'est aussi, dans son passé récent, distinguée de l'étranger par sa retenue. La guerre civile qui a conduit à la fondation de l'Etat fédéral suisse (la guerre du Sonderbund de 1847) a fait moins de cent morts.

D'où vient ce sens de la mesure? D'après Irène Herrmann, le gouvernement a réussi – et réussissait jusqu'à récemment – à faire en sorte que le peuple intègre deux messages qui lui permettaient de s'identifier avec l'Etat: «D'abord, qu'il est dans son intérêt à venir de ne pas faire ce qui est dans son intérêt immédiat, explique l'historienne. Et deuxième-



Une Landsgemeinde, alors que les femmes en étaient encore exclues. En Suisse, chaque intégration d'une minorité dans le système politique a toutefois entraîné une discrimination d'une autre minorité. Photo: Keystone

ment, qu'il est dans son intérêt de veiller au bien-être de la communauté car celui-ci constitue la meilleure garantie pour son propre bien-être.»

Désir de sécurité

Comment les élites s'y sont-elles prises pour que la population intègre ces messages? «En faisant usage, évidemment, de la législation et de la violence, comme tous les gouvernements, relève la scientifique. Mais surtout en usant de la manipulation et d'une répression douce, faite d'arguments scientifiques et émotionnels.» Les élites ont tour à tour envoyé l'armée pendant la Grève générale de 1918 (un événement inhabituel dans l'histoire de la Suisse) et loué le souverain pour son intelligence et sa maturité, à l'occasion des 94 pour cent de oui à la votation de 1915 sur l'augmentation des impôts ou des 65 pour cent de non à l'initiative de 1958 pour la semaine de 44 heures.

«Les élites ont su jouer sur deux besoins des gouvernés: au début du XIXe siècle, ils ont essentiellement fait appel à leur désir de dignité né de l'oppression et de la frustration qui en avait résulté, et au XXe siècle, surtout à leur désir de sécurité alimenté par la peur de voir la guerre éclater puis leur niveau de vie baisser», affirme Irène Herrmann. Pour assu-

rer l'unité fédérale, les élites politiques ont procédé à une instruction didactique des citoyens. Ce qui n'était pas simple: après tout, la Suisse moderne de 1848 dominée par les cantons-villes radicaux et protestants l'avait emporté contre les cantons catholiques de Suisse centrale. Les élites ont exploité la science, notamment l'histoire, pour que les cantons, puis les citoyens et enfin les femmes se sentent parties intégrantes de la nouvelle Suisse, au point même de se sentir responsables de son destin. La stylisation héroïque de la saga de la fondation de la Confédération sise dans la Suisse primitive, le Grütli et le Premier Août (célébré pour la première fois en 1891) ont offert à la jeune nation divisée un cadre commun d'identification.

Pendant le XXe siècle, les élites au pouvoir ont davantage fait appel – de conserve avec la population – au registre des sentiments. La Suisse a été idéalisée comme une valeur en soi. Les élites ont dispensé éloges et menaces. «Si vous êtes si bons, c'est parce que vous êtes Suisses. Ce qui vous rend dignes de la liberté helvétique, si unique en son genre. Mais gardez-vous de ne pas agir dans notre intérêt, sans

quoi, vous ne serez plus de bons Suisses», explique Irène Herrmann. Il n'était plus nécessaire d'argumenter sur ce qu'était un bon Suisse et pourquoi la Suisse était le meilleur pays du monde: c'était comme ça, tout simplement. Cette symbiose entre gouvernement et gouvernés a trouvé son apogée dans la «défense spirituelle du pays», un mouvement politico-culturel typiquement helvétique qui a marqué le pays de la fin des années 1930 au début des années 1970.

Processus de démocratisation

Pourtant la Suisse n'a jamais dérapé dans le totalitarisme. Depuis le XIXe siècle, son histoire est même caractérisée par un important processus de démocratisation. Mais au XXe siècle, ce dernier a aussi été suivi de retours de balancier. «Peu à peu, les minorités qui en étaient exclues ont été intégrées dans le système politique, les catholiques, puis la gauche, puis les femmes, rappelle l'historienne. Mais chaque intégration a entraîné une discrimination d'autres minorités.» A l'intégration des catholiques (premier conseiller fédéral en 1891) a succédé l'exclusion de la gauche. L'intégration de la gauche (introduction du scrutin à la proportionnelle au Conseil national en 1918) a été suivie de l'exclusion des femmes. A l'intégration des femmes (introduction du droit de vote au niveau fédéral pour les femmes en 1971) a succédé l'exclusion des étrangers. Ce processus permanent d'exclusion reflète, selon l'historienne, une attitude timorée. On préfère jeter le gâteau et s'en priver plutôt que de le partager avec quelqu'un.

Avec l'effondrement de l'ordre mondial bipolaire vers 1990, un fossé s'est creusé entre le gouvernement et les gouvernés. Outre l'évolution de la situation internationale, deux tendances actuelles font que le message autrefois intériorisé (poursuivre l'intérêt commun à venir et non le sien) a perdu de son impact. Il y a d'abord le «présentisme»: aujourd'hui, on ne se préoccupe que de l'ici et du maintenant. Personne n'esquisse de vision politique étatique pour l'avenir. Et ensuite la «surdémocratisation». Chacun estime que sa propre opinion est au moins aussi importante et a autant de valeur de vérité que le savoir d'un spécialiste. Pour Irène Herrmann, le message qu'aujourd'hui chacun a intégré est le suivant: mon intérêt propre du moment et celui de ma famille sont l'intérêt de l'Etat. ■

La Suisse a été idéalisée comme une valeur en soi.